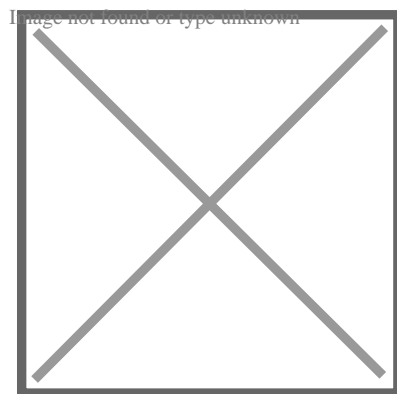


Russie : la lingerie fine sous l'œil des politiques

Description

Depuis l'été 2014, la lingerie en dentelle est interdite en Russie. Au-delà de cette loi étrange, la question se pose de la manie de légiférer sur la vie intime de leurs concitoyens qui s'est emparée de certains députés.

« Mangez moins, utilisez de la betterave en guise de rouge à lèvres, préférez les culottes russes en coton à la délicate lingerie française et rappelez-vous que Dieu met votre foi à l'épreuve »[1]. C'est le conseil adressé en janvier 2015 par un député de la région de Sverdlovsk à une vieille femme venue lui faire part de ses difficultés à acheter du sucre pour son fils handicapé. Cette injonction pour le moins décalée, référence à la capacité intrinsèque qu'auraient les Russes à supporter l'adversité et les privations a de quoi étonner: pourquoi, à la question d'une femme âgée concernant un bien de première nécessité, opposer rouge à lèvres et lingerie fine?



Le député de Sverdlosk s'est excusé après son indélicate sortie, mais ses propos ont été développés par Igor Tchernichev, à la tête du Comité des politiques sociales: la betterave en guise de rouge à lèvres présente l'avantage de contenir des composants naturels et d'éviter que «des produits chimiques ne pénètrent dans le corps», a-t-il précisé, avant d'ajouter «et nos femmes seront plus jolies dans de la lingerie fabriquée à Moscou que si celle-ci vient de France»[2].

Sous prétexte sanitaire, mais également économique et de charme donc, les autorités russes s'ingèrent de plus en plus dans l'intimité de leurs concitoyens. Elles ne cachent pas, en outre, la préoccupation morale qui les anime dans la grande croisade lancée par le Président Vladimir Poutine en faveur d'une Russie qui, droite dans ses bottes, veut réaffirmer ses particularités traditionnelles. Mais ces élites politiques accumulent tellement de contradictions que le résultat laisse quelque peu perplexe.

Petites culottes et soutiens-gorge dans le collimateur

Depuis le 1er juillet 2014, les sous-vêtements contenant plus de 6% de nylon ou de polyester ont été interdits à la vente en Russie, le député Oleg Mikheïev (Russie juste) à l'origine de cette loi ayant argué de la dangerosité de ces matières synthétiques pour la santé des femmes. Cela signifie que la production, l'importation et la vente de petites culottes et de soutiens-gorge sont sous haute surveillance. Cette mesure a été inscrite dans le règlement de l'Union douanière qui rassemble la Russie, le Bélarus et le Kazakhstan. Le corps médical, lui, doute de l'efficacité de la norme des 6%, la question étant plutôt le positionnement des parties de coton ou de synthétique dans la pièce considérée que leur pourcentage.

Ce souci de la sécurité des consommatrices n'est pas sans conséquences économiques. En effet, si elle avait été strictement respectée, la loi aurait dû faire disparaître 90% de l'offre de sous-vêtements des rayons des magasins russes. D'après l'Union du commerce textile russe, 80% de la marchandise vendue en Russie est fabriqué à l'étranger (dont un tiers en Chine). On a donc pu d'abord penser que l'objectif originel de ce règlement était de privilégier la production nationale au détriment des marques étrangères et d'éliminer les produits de moindre qualité.

Mais il se trouve qu'en raison d'une erreur dans la rédaction du texte final, les sous-vêtements en dentelle, quelle que soit leur teneur en matières synthétiques, se sont eux aussi retrouvés prohibés. Ce bug dans la loi aboutit à un résultat outré, ce que n'ont pas manqué de souligner certains: on aurait pu trouver d'autres moyens, comme les taxes (sur les importations, sur les produits de moindre qualité) ou l'information pour détourner les consommatrices de ces produits nocifs. Le député Mikhaïl Serdiouk (Russie juste) a ainsi adressé une lettre au ministère de l'Industrie et du commerce: «*Sommes-nous en droit d'indiquer aux femmes ce qu'elles doivent porter et de les priver de choix? J'estime que pour la santé de la nation et le maintien du droit au choix il faut agir sur les citoyens par l'information et non par des interdictions.*»[3]

Intentions prophylactiques ou volonté de contrôle ?

En février 2014, une trentaine de femmes, surnommées les Panty Riot, se sont rassemblées à Almaty (Kazakhstan) pour demander la «*liberté de la culotte*» et protester contre cette tentative de réguler et contrôler les pays de l'ex-URSS. Petites culottes de dentelle posées sur la tête, elles ont manifesté aux cris de «*Liberté pour nos sous-vêtements*», avant d'être rapidement arrêtées par les forces de l'ordre.

En Russie, la tempête médiatique a dénoncé cette intrusion inacceptable dans la vie privée. D'autant que certaines se rappellent la période soviétique, lorsqu'on estimait que la lingerie affriolante n'avait rien à faire avec la construction du communisme. Les sous-vêtements se devaient d'être «convenables», le terme recouvrant un mélange de confort et de côté pratique qui primait sur les critères de santé et de séduction[4]. Toutes les améliorations apportées à cet objet fonctionnel semblaient omettre le critère d'attractivité. Après 1991, cette lingerie a laissé place à des sous-vêtements plus chic, voire érotiques, l'offre variant, pour tous les goûts, toutes les bourses. Toutes les pratiques aussi. La lingerie russe n'est plus seulement fonctionnelle, elle a acquis un autre statut et c'est peut-être bien cela que craignent certaines élites politiques zélées.

Cette pièce d'habillement la plus emblématique de la féminité est dans le collimateur, avec d'autres: O.Mikheïev prévoyait de légiférer également sur d'autres produits dangereux pour la gente féminine, comme le port des baskets (malsains), des ballerines (trop plates) et des talons de plus de 5 cm (trop hauts). Pourquoi une telle focalisation sur le sexe faible?

Les autorités se glissent dans l'intimité des citoyens

Face à l'intérêt croissant du politique pour la vie intime des Russes, il semble légitime de se demander ce que cherchent les autorités et quel message elles veulent délivrer. Car O.Mikheïev n'est pas le seul à se préoccuper de sphères qui auraient pu ne pas sembler prioritaires par temps de guerre, de contre-sanctions et de crise économique. Vitali Milonov, membre de l'Assemblée législative de Saint-Pétersbourg et grand inspirateur de la loi contre l'homosexualité, n'a-t-il pas proposé de créer une police des mœurs?

Autour de ces deux personnalités, une myriade de législateurs ont multiplié, surtout depuis 2012, les propositions de loi –dont certaines des plus fantaisistes– relevant de la sphère privée. Outre V.Milonov donc qui, choqué après un concert de Madonna, a par ailleurs proposé de procéder à une politique préventive d'information avant toute manifestation pouvant avoir un caractère sexuel, le député LDPR Vladimir Jirinovski aurait souhaité qu'on légifère sur les relations sexuelles entre jeunes selon le principe «*le plus rarement est le mieux*», la fréquence idéale étant selon lui de 4 fois par an. Certains ont proposé de fermer le musée de l'érotisme de Saint-Pétersbourg, d'interdire les sex-shops et bars à strip-tease en Russie et d'envoyer leurs collaborateurs «*travailler dans des kolkhozes*», de soumettre les homosexuels à un suivi psychologique, de modifier la graphie des billets de 100 roubles afin d'en faire disparaître les parties intimes d'Apollon, jugées pornographiques, ou d'y ajouter la mention «18+». Une députée a proposé de pénaliser les clients des prostituées (100.000 roubles ou 15 jours de prison) et, en cas de refus de la peine, d'obliger le client à épouser la prostituée (s'il est étranger, de le «déporter»). Un autre encore a exprimé le vœu de modifier la loi sur le silence afin de légiférer sur «*le bruit que font les couples pendant l'amour ou quand ils utilisent des menottes*» (sic), etc.[5]

Ce florilège délirant et incomplet ne reflète certes que les idées de quelques législateurs. Mais la multiplication des propositions de cette nature ne peut être ignorée. Certains n'hésitent pas à y voir une évolution d'un régime autoritaire vers un régime totalitaire, puisqu'il ne s'agit plus seulement de contrôler la vie politique mais de régir toutes les sphères de la vie de la société[6]. Pour le politologue Alexandre Morozov, si les autorités russes se préoccupent de sexe, ce n'est pas tant que la question les passionne mais parce qu'elles y voient un moyen de se différencier de l'Occident et parce qu'il est plus facile pour les députés de s'emparer de ces sujets que d'autres, plus directement politiques, qui leur sont interdits. Le président de l'Institut de sexologie Lev Chtcheglov, lui, s'insurge: les députés s'imaginent être compétents en toute chose et alignent les absurdités; en cela, la Russie a depuis longtemps dépassé Orwell.

Hyper-masculinité et discours moralisateur, la confusion de V. Poutine

Il semble bien, en tout cas, que ces politiques zélés aient le soin de s'inscrire dans un mouvement plus vaste, directement inspiré par le Président russe. Il est alors difficile de ne pas songer à la mise en scène de son propre corps que V.Poutine a introduite dans la fonction présidentielle. En effet, l'affichage d'une virilité affirmée mêlée à un retour radical aux valeurs morales[7] pose la question du rapport qu'entretient le chef de l'État avec la sexualité. Entre les démonstrations de testostérone d'un Président roulant les muscles à cheval, à la nage ou en road movie, les appels lancés à la famille traditionnelle et la tartufferie face à un sein trop bien mis en valeur par un morceau de dentelle, les contradictions s'accumulent. À tel point qu'on peut se demander si les députés les plus engagés sur le terrain moral ne manifestent pas eux-mêmes, dans leurs regards obsessionnels, une intention quelque peu perverse. Quel lien, pour ne prendre que cet exemple, entre les ébats bruyants d'un couple et le claquement de menottes sur les barreaux d'un lit? Même à faire l'amour quatre fois par an au

maximum, les pratiques envisagées par le député concerné sont-elles celles de la majorité? La confusion est totale.

La chercheuse Valerie Sterling a décortiqué la construction poutinienne du pouvoir sous l'angle de la manipulation des genres et de la sexualité[8]: le Président qui a construit son image sur la force, la sobriété, l'esprit de décision et sa propre attractivité à destination du sexe faible a de fait institutionnalisé le sexisme. Le machisme et la misogynie véhiculés par lui ont accompagné un mouvement de «remasculinisation» du pays tout entier. Certains députés se sont engouffrés dans la brèche, semble-t-il.

Et V. Sterling de conclure que le guerrier viril du début des années 2000 inspirant deux chanteuses qui entonnaient «*Je veux un mec comme Poutine*»[9] commence à subir les effets du temps. Il lui sera sans doute difficile de troquer son hyper-masculinité pour asseoir sa légitimité sur d'autres ressorts. Constat d'autant plus grave pour lui que la légitimité du pouvoir est fondée sur celle de l'homme. Son déclin physique sonnera l'heure de celui du régime, prédit-elle.

Notes :

[1] *AFP*, 26 janvier 2015.

[2] *News Republic*, 26 janvier 2015.

[3] Devushka.ru, 22 janvier 2015.

[4] Olga Gourova, *Sovietskoe nijnee belio: mejdou ideologuieï et povsednevnostiou*, NLO, Moscou, 2008.

[5] Diana Khatchatrian, Maria Epifanova, «Zatchem depoutaty lezout k nam v postel: versii istorikov, politologov i seksologa», *Novaïa Gazeta*, 7 novembre 2014.

[6] *Op. Cit.* Note 5.

[7] [Voir dans ce même dossier l'article d'Evguénia Korotkova, «Quand l'État veille sur la moralité: La Russie sous la croix et la bannière», *Regard sur l'Est*, 2 avril 2015.](#)

[8] Valerie Sperling, *Sex, Politics and Putin: Political Legitimacy in Russia*, Oxford University Press, Oxford, 2014.

[9] [«Je veux un mec comme Poutine», Youtube.](#)

date créée

02/04/2015

Champs de Méta

Auteur-article : Céline BAYOU